

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

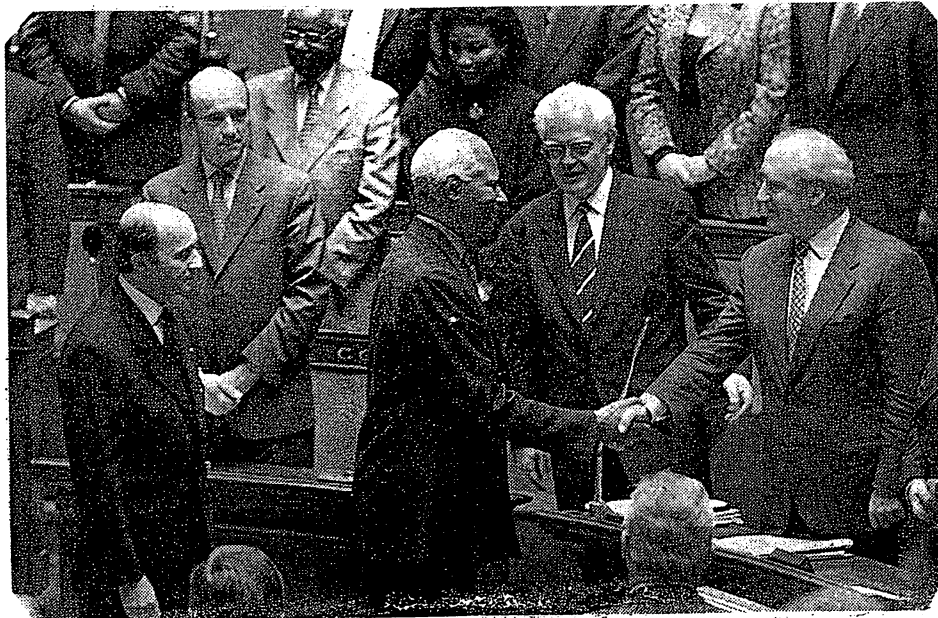
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 18 OCTOBRE 1998

N° 262

PRIX 4 FF



SENEGAL

LIBERTE

POUR LES SYNDICALISTES

EMPRISONNES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

SENEGAL

Page 3
A propos de ceux qui
soutiennent le dicta-
teur Kabila

**LIBERTE
POUR LES SYNDICALISTES
EMPRISONNES!**

Page 4
Mali: une parodie de
procès

Abdou Diouf entame une visite officielle en France et, à l'invitation du président de l'assemblée nationale française, il prononcera un discours devant les députés français tout comme Tony Blair et Hassan II l'avaient fait dernièrement.

Page 6
Côte d'Ivoire: - aveu
d'un serviteur des
riches

Les partis d'opposition sénégalais, principalement le PDS de Wade ont l'intention de profiter de cette tournée pour organiser une manifestation à Paris afin de protester publiquement contre l'intention de Diouf de se présenter, en 2000 pour la quatrième fois consécutive à l'élection présidentielle. Ils réclament la modification de la constitution limitant la durée et le nombre de mandat présidentiel.

Page 8
Tchad: un dictateur
vole au secours d'un
autre.

Page 9
Wolé Soyinka caution-
ne la dictature
d'Abubakar

Depuis le retrait officiel de Senghor de la présidence, le 31 décembre 1980, son dauphin Diouf n'a, en effet, pas quitté le palais présidentiel. De 1981 à 1983 il était président sans être élu. En 1993, à la fin de son deuxième quinquennat, il fait modifier la constitution pour transformer le quinquennat en septennat. Son parti, le PS, a le monopole de l'Etat et des rouages de l'administration depuis 1960 (et même davantage puisque l'ancêtre du PS, l'Union Progressiste Sénégalais était déjà bien installée dans l'appareil d'Etat par le colonialisme français depuis 1958, avant l'indépendance).

Page 10
Excision: une prati-
que barbare révolue

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Pour faire bonne figure, mais surtout pour tenter de calmer la colère d'une partie de plus en plus importante de la population, plus particulièrement celle des grandes villes, frappée par les conséquences désastreuses de la crise économique, Diouf avait accepté d'intégrer dans son gouvernement des ministres faisant partie de l'opposition. Wade a été ainsi deux fois son ministre (d'avril 1991 à octobre 1992, puis de mars 1995 à mars 1998). Depuis sa dernière démission, juste deux mois avant les élections législatives de mai 1998, ce dernier est de nouveau dans l'opposition et son seul souhait c'est devenir un jour président. Mais si, comme il a prévu, Diouf se

présentait en l'an 2000 et ce, pour un mandat de sept ans, tout espoir de Wade de devenir président tomberait alors dans l'eau. Car il est fort probable que même si Diouf n'obtenait pas la majorité des suffrages, il fera tout pour devenir président quitte à bourrer les urnes et à trafiquer les résultats en sa faveur. Il faudrait alors que Wade attende 2007, mais il sera trop vieux. Voilà son dilemme. Toute sa stratégie est basée sur l'élection présidentielle de l'an 2000.

Quand il critique le gouvernement, ce n'est pas pour lui reprocher sa politique néfaste à l'égard de la population laborieuse, comme le blocage des salaires, les licenciements dans la fonction publique, l'état dramatique de délabrement des hôpitaux ainsi que des écoles publiques. Comment d'ailleurs le pourrait-il puisque lui-même en tant que ministre de Diouf avait cautionné toute cette politique dictée par le FMI qui consiste à diminuer les dépenses de l'Etat plus particulièrement dans les secteurs les plus utiles aux populations pauvres.

Les privatisations des services publics tels que la SONATEL (téléphone) ou la SENELEC (électricité) ont été effectuées, en tout cas entamées, alors même que

Wade était ministre. Les conséquences de ces privatisations ont été néfastes pour les employés de ces secteurs mais aussi pour les usagers. Les employés de la SENELEC s'étaient même mis en grève en juillet 1998 pour s'opposer à la privatisation de l'électricité qui allait se traduire chez eux par des licenciements et par la perte de quelques avantages liés à leur ancien statut de service public. Cette grève a été menée par le SUTELEC (syndicat de l'électricité). 27 syndicalistes, dont leur dirigeant, Mandemba Sok, sont toujours en prison. Le simulacre de leur procès ne fait que commencer. Ils sont accusés de "sabotage" alors qu'ils n'ont fait que défendre leurs droits en faisant grève. Cette affaire n'a pas fait de bruit dans la grande presse et les grands médias qui ne tarissent pas d'éloge au prétendu "démocrate" Diouf dont on présente volontiers le régime comme une "vitrine de la démocratie" en Afrique. Mais le PDS, lui qui a l'intention d'interpeller Diouf lors de sa tournée parisienne, n'envisage pas non plus de protester contre cet injuste emprisonnement des grévistes puisque c'est seulement la réforme de la constitution qui l'intéresse. D'un tel parti, même quand il se présente comme l'opposition en brandissant le slogan "sopi" (changement), les travailleurs n'ont rien à attendre.

A PROPOS DE CEUX QUI SOUTIENNENT LE DICTATEUR KABILA

Un certain nombre de personnes, ici dans l'émigration pensent qu'il est encore prématuré de qualifier le régime de Kabila de dictature puisque, selon eux, il n'a pas eu le temps de réaliser ses projets pour son peuple et que l'on ne peut pas encore le juger. Ces personnes pensent que compte tenu de l'état lamentable de la situation économique et politique dans l'ex-Zaire héritée du règne de Mobutu et

de la difficulté du régime actuel qui doit de plus faire face à une guerre, il devrait au moins bénéficier de circonstances atténuantes.

Ceux qui, d'ici le soutiennent plus ou moins de bonne foi, pensent que par rapport au précédent régime de Mobutu, celui de Kabila représente un espoir de changement pour la population, une certaine

amélioration de son sort, au moins dans le sens d'une certaine modernisation du pays.

Dictature, le régime de Kabila l'est incontestablement. Son attitude vis à vis de ses opposants, les lynchages qu'il pratique à l'égard des populations d'origine



Le dictateur Kabila

tutsi illustrent amplement sa nature. Mais est-ce qu'on peut au moins se consoler - pour ceux que

cela console- du fait que c'est une dictature un peu "paternaliste", au sens où l'ont été certains pays du tiers-monde, Cuba en tête, (assurer par exemple à la population l'alphabétisation, un meilleur accès à la santé ou, au moins à l'eau potable, un certain développement, du travail pour la majorité, utiliser les ressources minières considérables du pays pour améliorer un tant soit peu la vie de la population par exemple ?). Mais non, il n'y a absolument rien pour l'écrasante majorité de la population. Il ne s'agit pas d'une question de temps mais de choix politique. Mais Kabila n'avait pas attendu 50 ans pour prendre contact avec les grands trusts de l'exploitation minière, pour offrir ses services aux pilliers du pays. Son régime n'était même pas consolidé que les sociétés en question savaient à quoi s'en tenir et combien cela leur coûtera en commissions. Vis à vis des masses pauvres, on ne peut même pas dire qu'il a trahi, car il n'a rien promis. Alors il n'y a aucune raison de se faire des illusions sur son régime.

MALI

UNE PARODIE DE PROCES

Le procès de l'ancien président Moussa Traoré et ses complices a normalement commencé le 12 octobre dernier. Mais la cour d'assises de Bamako a déjà suspendu l'audience et remis à plus tard car incompétente de satisfaire à la requête de la défense qui a demandé la diffusion en direct du procès. Il est évident que l'actuel président Konaré ne souhaite pas mettre sur la place publique les révélations sur les détournements de fonds commis par les dirigeants de l'ancien régime car il est vraisemblable que cela risque d'éclabousser un certain nombre de dignitaires d'aujourd'hui. Rappelons que Konaré lui-même fut un ancien ministre de Moussa Traoré.

Tout laisse donc croire que ce procès va encore traîner en longueur.

Bien entendu Moussa Traoré n'est pas tout seul au ban des accusés. Il y a bien sûr son épouse Mariam, le deuxième personnage important du régime de l'époque. Elle est accusée avec lui de détournement de fonds publics et d'enrichissement illicite. Outre ces deux-là, comparaitront aussi les anciens collaborateurs et proches des Traoré. Il y a Abraham Douah Cissoko Alias Ramos, ancien directeur général des douanes et frère de Mariam. Il y a aussi l'ex-ministre des Finances Tiéna

Coulibaly, l'ex-ministre de l'administration territoriale le général Sékou Ly et Moussa Koné le responsable de la Banque de Développement du Mali. Ces quatre derniers sont aussi accusés de complicité et de détournement de biens publics. Pour l'instant l'accusation porte sur un détournement équivalent à deux milliards de francs CFA.

Ainsi, cela fait sept ans que ces accusés sont en prison, depuis le renversement de Moussa Traoré à la suite d'un coup d'Etat en mars 1991 dirigé par Amadou Toumani Touré. Un premier procès de Moussa Traoré et de sa bande a eu lieu en novembre 1992 pour fait de crime commis lors des émeutes de 1991. Ce procès fut mené en public et fut entièrement retransmis en direct à la radio et à la télévision. Il avait abouti à la condamnation à mort de l'ex-président Traoré. Ce dernier n'a pas été exécuté. Et six ans après, sa condamnation a été commuée en peine de prison à vie par le président Konaré.

Il est sûr que ce n'est pas pour rien que les autorités maliennes ont tout fait pour traîner les choses. Les juristes maliens prétendent manquer de moyens pour expliquer la lenteur de l'instruction. Il manquerait des pièces à conviction. Tout laisse croire que les autorités et les avocats de la défense des accusés font tout pour sauver ou du moins diminuer au maximum les peines de Moussa Traoré et de sa bande. Déjà en 1991 on estimait la fortune des Traoré à des centaines de Milliards de CFA, aujourd'hui on ne parle plus que de 2 Milliards.

Dans tout cela on ne parle pas de ce qu'a été le régime de Moussa Traoré. Ce que cela représentait pour les travailleurs et les paysans pauvres. Non seulement ils ont subi le régime d'exploitation mais en plus la dictature de Moussa Traoré n'épargnait jamais les opposants, les syndicalistes, les dirigeants

d'association d'étudiants. On n'avait pas le droit de revendiquer et encore moins de manifester car



Moussa et son épouse, au ban des accusés.

dans ce cas-là on est sûr de se trouver devant la force de répression de la police et de l'armée qui n'hésitait pas à tirer sur les manifestants. C'est comme cela que lors des manifestations de janvier 1991 il y a eu plusieurs centaines de jeunes qui ont été assassinés. En plus les dirigeants du régime de Traoré dilapidaient les caisses de l'Etat. Son épouse, Mariam, était connue comme une femme d'affaires qui avait ses entrées dans la finances de l'Etat. Et tous les proches de ces deux personnages en faisaient autant.

Maintenant cela fait plus de sept ans qu'ils sont en prison. Les passions et les esprits ont eu le temps de se calmer. Que risquent les accusés?

Le problème c'est qu'entre le régime de Moussa Traoré et celui d'aujourd'hui il ne s'agit pas d'une affaire d'un bon ou mauvais dirigeant. En réalité c'est tout le système social qui est révoltant. Ce système où ceux qui travaillent et qui produisent des richesses dans ce pays comme ailleurs sont volés des fruits de leur labeur. Et seule une minorité de bourgeois s'accaparent de ces richesses. C'est ce système ignoble qu'il faut condamner et abattre par la force.

COTE D'IVOIRE**AVEU D'UN SERVITEUR DES RICHES**

A la veille de la manifestation du 7 septembre dernier organisée par le Front Républicain, un des dirigeants de ce front, qui est aussi député à l'Assemblée nationale, a fait cette déclaration: "Etrange paysage politique en perspective, ce début de semaine, fait de foules agitées sur fond de démocratie apaisée! Le pouvoir a peur. Nous aussi car la rue est imprévisible".

En effet, en organisant une grande manifestation pour faire pression sur le gouvernement et l'amener à revoir la copie de sa constitution conçue pour permettre à Bédié de remporter la prochaine élection présidentielle sans aucun risque, l'opposition a pris cette initiative malgré elle en quelque sorte.

Elle aurait voulu que le gouvernement discute avec elle sans qu'elle soit obligée de passer par ce genre de mobilisation. Car en cette période de crise, où il y a tant de frustrations, de rancœurs et de colère accumulées par le chômage, la vie chère et la misère, une explosion sociale peut se produire à partir de n'importe quel prétexte et créer une situation difficilement contrôlable. Alors, elle est redoutée à tout moment, pas seulement par le parti au pouvoir, mais aussi par ceux de l'opposition. Car tous ces gens sont très respectueux de l'ordre des riches et ne voudraient rien faire qui puisse le déstabiliser.

Mais quand la manifestation, qui a drainé une foule considérable (certains journaux ont même parlé de "plus de 40.000 personnes dans la rue"), s'est terminée malgré tout dans le calme, les dirigeants du Front Républicain ont tous poussé un "ouf" de soulagement. Djéni Kobina (Secrétaire général du RDR) dit: "Je remercie les forces de l'ordre qui ont encadré cette marche", comme si elles ont fait autre chose que leur travail de routine pour lequel elles sont payées. Gbagbo (du FPI) a ajouté de son côté: "Nous pensons qu'à travers cette marche, le pouvoir va accepter de discuter avec nous. Dans le cas contraire, ça sera dommage pour la Côte d'Ivoire".

Et oui! "Ca sera dommage", s'ils doivent prendre le risque d'organiser d'autres manifestations que personne ne peut prévoir comment elles se termineront. Ces gens de l'opposition se méfient des masses, ils ne les aiment pas. Ils ne se rapprochent d'elles que quand ils en ont besoin en tant que moyen de pression.

Finalement, il y a eu plus de peur que de mal pour tout ce beau monde. Le gouvernement et son "opposition" a choisi de faire l'économie d'une marche, en acceptant de discuter.

De leur côté, les masses pauvres ont tout intérêt à se méfier des uns et des autres comme de la peste.

BIABOU, QUELLE GALERE!

Il y a environ un an, une bonne partie de la population du bidonville de "Washington" (accolé à Cocody), a été recasée à Biabou, dans le quartier populaire d'Abobo.

On se souvient que le gouvernement voulait dans un premier temps détruire purement et

simplement Washington et abandonner ses habitants dans la nature. Mais c'est parce que ceux-ci ont opposé une résistance déterminée aux bulldozers que le gouvernement a reculé.

Par la suite, il a trouvé un

moyen de les faire partir sans trop de vague, et ce fut Biabou. Entre les plans de logements de Biabou présentés aux ex-habitants de Washington et la réalité qu'ils ont trouvée, il y avait un fossé de déception. C'est ainsi qu'ils sont obligés de s'entasser dans des "entrer-coucher" (logements d'une seule chambre très exiguë). Une petite partie seulement du quartier est électrifiée, mais l'autre est plongée dans l'obscurité.

Selon des témoignages rapportés par un journal de la place, une habitante de Biabou a déclaré: "L'eau ici est un casse-tête pour les femmes. Elles passent de longues heures devant les deux pompes du quartier avant de revenir avec un seau d'eau. Deux pompes pour 900 familles, c'est peu. Chaque famille devrait avoir l'eau et le courant". Une autre a ajouté: "Quand il pleut, toutes les maisons se remplissent d'eau, il faut mettre des bassines pour recueillir l'eau qui s'infiltré".

Et comme pour conclure, un

troisième habitant a dit : "Nous étions mieux à Washington, près du centre-ville. Si rien n'est fait, nous allons mourir à petit feu. Biabou est un camp de concentration".

En effet, Biabou est très loin du centre-ville, et résoudre le problème de transport est un autre "casse-tête". Alors, certains habitants qui travaillent à Cocody, Vridy ou Yopougon, ont "préféré" aller vivre par exemple dans des taudis des Deux-Plateaux pour garder leur emploi.

Compte-tenu de tous ces problèmes qui se posent à Biabou, quelle sera la solution pour ceux qui sont restés encore à Washington? Le gouvernement a promis de les reloger.

Apparemment, il n'est pas pressé de tenir sa promesse, surtout que cette autre partie de Washington est loin des grandes artères, dissimulée par des arbres. C'est à l'abri des regards des riches et des touristes. Ils peuvent avoir la conscience tranquille.

COTE D'IVOIRE

UN DRAME PROVOQUE PAR LA MISERE

Le 9 octobre dernier, cinq enfants on été enterrés vivants à Abobo-Agbeikoi, ensevelis sous plusieurs tonnes de terre dans un ravin de ce quartier. Un seul cadavre a pu être retiré, mais pas les quatre autres parce que les sapeurs-pompiers ne disposaient pas d'autres moyens que la pioche et la pelle.

Selon le journal qui a rapporté ce drame, le ravin en question était appelé "BCEAO" (Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest), parce qu'après chaque pluie, des gamins venaient chercher dans ce trou d'hypothétiques pièces de monnaie entraînées par le ruissellement des

eaux de pluie.

Le même journal a ajouté: "ainsi après la pluie, tous s'y ruent comme des chercheurs de pépites d'or". Ces enfants seraient donc responsables de leur mort parce que "mus par une cupidité" et l'espoir de "faire fortune". Ce sont là des propos évidemment stupides.

La pauvreté des parents est telle que les enfants sont obligés de se débrouiller pour aider la famille en rapportant à la maison ce qu'ils peuvent. C'est ainsi par exemple que dans tous les quartiers, il y a des gosses qui sillonnent des rues à la recherche des chaussures

à cirer.

Alors ces cinq enfants, dans leur lutte quotidienne pour la survie, étaient loin d'imaginer que ce trou négligemment abandonné était un piège meurtrier qui pouvait se

refermer définitivement sur eux. Mais le vrai responsable de leur mort, c'est d'abord la misère et l'incapacité du gouvernement à assurer un minimum d'équipement pour les pompiers.

TCHAD

UN DICTATEUR VOLE AU SECOURS D'UN AUTRE

Le dictateur Idriss Déby a envoyé, mi-septembre, un millier de ses soldats à Kinshasa pour soutenir le régime de Kabila menacé par la guérilla.

On se demande aussi bien à Ndjaména qu'ici dans l'immigration où diable a-t-il trouvé tant d'argent pour ce maintien d'ordre et pour nourrir ses troupes. Car depuis son arrivée au pouvoir en 1990, les caisses de l'Etat sont quotidiennement pillées par lui et ses proches. Conséquences: les salaires des fonctionnaires, des employés de l'administration tombent au compte-gouttes: une fois par semestre, et même bien moins pour ceux de la campagne.

On a trouvé le commanditaire: c'est son taciturne et dictateur de voisin, Mouammar Kadhafi. Tantôt c'est la guerre, à propos par exemple de l'occupation de la bande d'Aouzou, tantôt ce sont les grandes retrouvailles, comme la prière organisée récemment à Ndjaména par Khadafi. Ce sont bien des avions libyens qui ont atterri à Ndjaména pour acheminer les troupes tchadiennes. Ce dernier cherche, depuis quelques temps, à tisser des relations diplomatiques avec divers pays africains pour essayer de

desserrer l'étau de l'embargo qui l'étouffe.

Quant à Déby, il est bien content de se débarrasser pour un moment d'une partie de ses combattants qui, n'ayant pas perçu leurs subsides, rançonnaient les populations, surtout dans les provinces. Selon une radio africaine, certains éléments des troupes tchadiennes ont commencé, dès leur arrivée à Kinshasa, à rançonner aussi les Kinois: ils braquent les gens pour les dépouiller de leurs biens. Ils forcent les portes des boutiques pour voler, sous la menace de leur kalachnikov. Un auditeur se plaint des exactions commises par les troupes africaines d'occupation, surtout des éléments tchadiens.

Par de-là les frontières, les dictateurs africains, quand le pouvoir d'un de leurs pairs est en danger, ils n'hésitent pas à s'entraider, en général par impérialisme interposé.

Il serait aussi bien que les pauvres et les travailleurs d'Afrique se donnent la main, par-delà les frontières artificielles héritées du colonialisme, pour lutter contre ces dictateurs qui les oppriment.

NIGERIA**WOLE SOYINKA CAUTIONNE
LA DICTATURE D'ABUBAKAR**

L'un des opposants au régime militaire nigérian, l'écrivain, prix Nobel de littérature Wolé Soyinka est rentré le 14 octobre dernier à Lagos, mettant fin à quatre années d'exil. Au cours d'une conférence de presse, il a notamment déclaré: "Le fait que j'aie pu rentrer par la grande porte est un vrai changement".



1993: manifestation des Ogonis
à la suite des pendaisons

Pourtant les militaires dont il avait réclamé de l'exil, le départ "immédiat" du pouvoir sont toujours en place (même si l'équipe a changé, suite à la mort de l'ancien président, le général Sani Abacha) et dirigent le pays d'une main de fer. Soyinka a même rencontré le nouveau chef de la junte militaire Abubakar, récemment en visite officielle à New York pour lui poser

les conditions de son retour au Nigéria, entre autres l'abrogation d'un décret qui permet de maintenir des personnes en détention sans jugement. Or ce décret existe toujours. Soyinka aurait-il oublié que ce sont les militaires qui avaient exécuté son confrère, l'écrivain Ken Saro et huit autres opposants Ogonis? Ce sont eux aussi qui ont sans doute fait assassiner, en prison, le présumé vainqueur de l'élection présidentielle de 1993, le milliardaire Moshood Abiola. Ce sont également eux qui avaient réprimé dans le sang des manifestations contre leur régime.

Après avoir réduit l'opposition au silence, voici un nouveau militaire, Abubakar qui parle maintenant de laisser la place aux civils au terme des élections présidentielles prévues pour le 27 février prochain, précédées des municipales le 5 décembre et des législatives le 9 janvier.

Cette chanson, on l'a déjà entendue dans la bouche des généraux qui se sont succédé au pouvoir au Nigéria. A quelque exception près, tous ont confisqué le pouvoir, jusqu'à un nouveau coup d'Etat. Alors, que valent les paroles de ces galonnés?

En tous cas par son retour au pays, monsieur le Nobel Soyinka apporte sa petite caution à la politique criminelle des militaires au pouvoir et à leur prétendu processus démocratique.

EXCISION**UNE PRATIQUE BARBARE REVOLUE**

Récemment des femmes exciseuses réunies à Bangolo en Côte d'Ivoire ont, en public, renoncé à pratiquer l'excision. Une ancienne victime témoigne: "Il a fallu faire venir les hommes pour me maîtriser, tant je me débattais."



Un chef et ses femmes.
La polygamie,
symbole de l'oppression

Il faut reconnaître que l'excision, c'est-à-dire la mutilation d'une partie du corps est un acte barbare qui fait souffrir car ces exciseuses utilisent généralement des lames de rasoir et parfois même l'écorce sèche de tige de mil, dans les villages surtout. Il arrive parfois que l'excisée meurt des suites d'une hémorragie. Très souvent les initiées portent les séquelles de cette mutilation jusqu'à la fin de sa vie.

Si ces femmes ont renoncé à ce métier qui leur rapportait une somme d'argent appréciable, par ces temps de crise, c'est surtout grâce à une association des femmes qui luttent contre cette pratique moyenâgeuse. D'autres femmes vont jusque dans les campagnes organiser des meetings de sensibilisation pour l'abandon de

l'excision. C'est tant mieux.

Seulement voilà : ce phénomène dépasse le seul cadre d'un village de la Côte d'Ivoire. Il en existe partout en Afrique, à des degrés divers. Dans certains pays comme le Nigéria, le Burkina la Guinée ou l'Egypte, l'excision est officiellement interdite par la loi. Mais néanmoins elle continue d'être pratiquée. Les auteurs sont rarement réprimés car, ceux-là mêmes qui sont censés faire appliquer les textes, c'est-à-dire les magistrats, les administrateurs, les gendarmes, les policiers se révèlent être les partisans zélés de cette pratique. Et puis ce texte de loi, un simple bout de papier qui, une fois adoptée est jeté aux oubliettes, ne peut évidemment pas mettre fin à une coutume aussi vieille, solidement ancrée dans certaines sociétés africaines.

Bien sûr, dans les villes, des filles qui vont à l'école échappent pour ainsi dire, à l'excision. Mais pas toujours, car certains parents véhiculent les moeurs héritées de la campagne, et cherchent à les transmettre à leurs enfants. Le problème n'est donc pas une simple opposition entre la ville (où le sort des filles seraient mieux traitées) et la campagne.

L'excision, comme le mariage forcé ou la polygamie sont des symboles de l'oppression de la femme dans la société. Les communistes révolutionnaires sont pour l'abolition de toute forme d'oppression et pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Le problème est que les opprimés, quelque soit leur sexe, ne peuvent pas compter sur les régimes en place en Afrique car ils sont fondamentalement incapables d'apporter un progrès quelconque dans le sens de l'émancipation des opprimés. Bien au contraire ils

s'appuient sur les traditions les plus réactionnaires pour se maintenir au pouvoir.

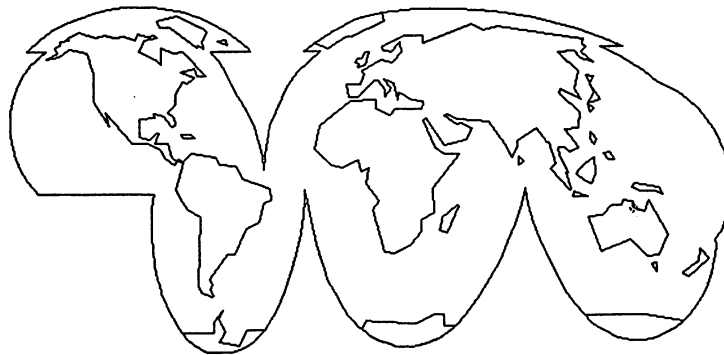
Dans les familles pauvres les femmes sont doublement opprimées, en tant que femmes puis en tant que travailleuses. Dans les familles aisées les femmes subissent moins cette oppression.

D'une façon générale, dans cette société où l'argent est roi,

tous ceux qui n'en ont pas sont considérés comme de moins que rien. Ils n'ont ni dignité, ni considération, ni droit. En revanche les riches, les exploiters font la loi, ils ont tous les droits.

C'est cette société injuste qu'il faut détruire pour construire une autre, plus humaine, plus égalitaire où la femme et l'homme auront les mêmes droits, une société débarrassée des exploiters, et donc du profit, source de tous les maux.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.